

**ARCHIVES HISTORIQUES
DE LA COMMISSION**

**COLLECTION RELIEE DES
DOCUMENTS "COM"**

COM (87)710

Vol. 1987/0326

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1) modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25. 3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

COM(87) 710

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/1663/87

Délai: LUNDI 21 DECEMBRE 1987 - 12 H

Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Fixation du pourcentage du montant de l'aide à la production à retenir
- campagne de commercialisation 1987/88

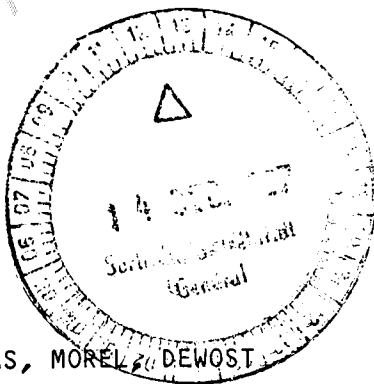
Proposition de M. ANDRIESSEN

Décision proposée

- approuver le projet de proposition de règlement du Conseil fixant, pour la campagne de commercialisation 1987/88, le pourcentage du montant de l'aide à la production à retenir conformément à l'article 20 quinquies paragraphe 1 du règlement n° 136/66/CEE

Commentaire

Ce règlement vise à fixer le pourcentage de l'aide à la production pouvant être retenu pour les organisations de producteurs d'huile d'olive reconnues ou leurs unions, en fonction des tâches qui leur sont confiées.



R. GACHOT
Directeur

P.J.

Copies à : MM. LEGRAS, MOREL, DEWOST

P. inf. : DG XX

NOTE DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

PRÉPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s) : DG DE L'AGRICULTURE

Services associés
- pour accord -

DG DES BUDGETS

: accord

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE

: Avis favorable (sous réserve
d'une dernière vérification
des textes)

Langue originale

: FR

Le document est disponible au Secrétariat Général (BERL. 11/101)
pour consultation dans toutes les langues officielles.

La consultation du Parlement Européen et du CES : obligatoire en vertu de
l'article 43 du Traité CEE.

FICHE FINANCIERE

DATE : 25.11.87

1. NE BUDGETAIRE : 1201 Aide à la production d'huile d'olive

CREDITS : APB 88 : 740 Mio ECU

2. INTITULE DE LA MESURE : Règlement du Conseil fixant pour la campagne de commercialisation 1987/88, le pourcentage du montant de l'aide à la production à retenir conformément à l'article 2e quinquies, paragraphe 1 du règlement n° 136/66/CEE

3. BASE JURIDIQUE : Article 20 quinquies, paragraphe 1 du règlement 136/66/CEE

4. OBJECTIFS DE LA MESURE : Fixer le pourcentage de l'aide à la production pouvant être retenu pour les organisations de producteurs d'huile d'olive reconnues ou leurs unions en fonction des tâches qui leur sont confiées.

5. INCIDENCES FINANCIERES

5.0 DEPENSES A LA CHARGE

- DU BUDGET DES CE (RESTITUTIONS/INTERVENTIONS)
- DES BUDGETS NATIONAUX
- D'AUTRES SECTEURS

5.1 RECETTES

- RESSOURCES PROPRES DES CE (PRELEVEMENTS/DROITS DE DOUANE)
- SUR LE PLAN NATIONAL

PERIODE DE 12 MOIS

EXERCICE EN COURS (88)

EXERCICE SUIVANT (89)

néant

néant

néant

5.0.1 PREVISIONS DES DEPENSES

5.1.1 PREVISIONS DES RECETTES

5.2 MODE DE CALCUL :

6.0 FINANCEMENT POSSIBLE PAR CREDITS INSCRITS AU CHAPITRE CONCERNE DU BUDGET EN COURS D'EXECUTION

OUI/NON

6.1 FINANCEMENT POSSIBLE PAR VIREMENT ENTRE CHAPITRES DU BUDGET EN COURS D'EXECUTION

OUI/NON

6.2 NECESSITE D'UN BUDGET SUPPLEMENTAIRE

OUI/NON

6.3 CREDITS A INSCRIRE DANS LES BUDGETS FUTURS

OUI/NON

OBSERVATIONS :

Le pourcentage de la retenue ne modifie pas les montants payés par la Communauté et, de ce fait, la mesure n'a pas d'incidence budgétaire.

Projet de
Proposition de
REGLEMENT (CEE) N° /87 DU CONSEIL
du

fixant, pour la campagne de commercialisation 1987/88, le pourcentage
du montant de l'aide à la production à retenir conformément à l'article
20 quinquies paragraphe 1 du règlement n° 136/66/CEE

LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 136/66/CEE du Conseil, du 22 septembre 1966, portant
établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des
matières grasses (1), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE)
n° 1915/87 (2), et notamment son article 20 quinquies, paragraphe 1,

vu la proposition de la Commission (3),

vu l'avis du Parlement Européen (4),

considérant que, conformément à l'article 20 quinquies paragraphe 1 du
règlement n° 136/66/CEE, il y a lieu de fixer le pourcentage de l'aide à la
production pouvant être retenu pour les organisations de producteurs d'huile
d'olive reconnues ou leurs unions afin que le montant résultant de ces frais
contribue au financement des frais occasionnés par les activités découlant de
l'article 5 paragraphe 3 et de l'article 20 quater dudit règlement;

considérant que l'article 3 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1916/87 (5) du
Conseil fixant le prix indicatif à la production, l'aide à la production et le
prix d'intervention de l'huile d'olive pour la campagne 1987/88, ainsi que la
quantité maximale visée à l'article 5 paragraphe 1 du règlement n° 136/66/CEE,
avait différé la fixation dudit pourcentage dans l'attente du ré-examen des
tâches qui doivent être confiées aux organisations de producteurs d'huile
d'olive reconnues ou à leurs unions;

(1) JO n° 172 du 30. 9.1966, p. 3025/66

(2) JO n° L 183 du 3. 7.1987, p. 7

(3)

(4)

(5) JO n° L 183 du 3. 7.1987, p. 12

considérant que le règlement (CEE) n° /87 (1) prévoit notamment d'alléger les tâches de contrôle qui leur sont confiées; qu'il convient dès lors, compte tenu des frais prévisibles au cours de la campagne 1987/88, de fixer le dit pourcentage au niveau ci-après,

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

Pour la campagne de commercialisation 1987/88, le pourcentage du montant de l'aide à la production pouvant être retenu en vertu de l'article 20 quinquies paragraphe 1 du règlement n° 136/66/CEE pour les organisations de producteurs d'huile d'olive et leurs unions, reconnues en application du dit règlement, est fixé à 1,5%.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au Journal Officiel des Communautés européennes.

Il est applicable à partir du 1er novembre 1987.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à

Par le Conseil,

TEXTE D

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/1663/87

Délai: LUNDI 21 DECEMBRE 1987 - 12 H

Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Fixation du pourcentage du montant de l'aide à la production à retenir
- campagne de commercialisation 1987/88

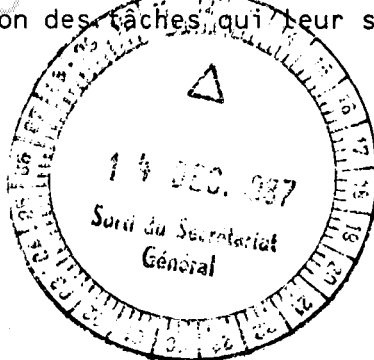
Proposition de M. ANDRIESSEN

Décision proposée

- approuver le projet de proposition de règlement du Conseil fixant, pour la campagne de commercialisation 1987/88, le pourcentage du montant de l'aide à la production à retenir conformément à l'article 20 quinquies paragraphe 1 du règlement n° 136/66/CEE

Commentaire

Ce règlement vise à fixer le pourcentage de l'aide à la production pouvant être retenu pour les organisations de producteurs d'huile d'olive reconnues ou leurs unions, en fonction des tâches qui leur sont confiées.



R. GACHOT
Directeur

P.J.

Copies à : MM. LEGRAS, MOREL, DEWOST

P. inf. : DG XX

NOTE DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

PRÉPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s) : DG DE L'AGRICULTURE

Services associés
- pour accord -

DG DES BUDGETS

: accord

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE

: Avis favorable (sous réserve
d'une dernière vérification
des textes)

Langue originale

: FR

Le document est disponible au Secrétariat Général (BERL. 11/101)
pour consultation dans toutes les langues officielles.

La consultation du Parlement Européen et du CES : obligatoire en vertu de
l'article 43 du Traité CEE.

DATUM : 25.11.87

1. USHALTSPOSTEN : 1201 Erzeugungsbeihilfe
für OlivenölMITTELANSATZ : Nachtrag 88 :
740 Mio ECU2. BEZEICHNUNG DES VORHABENS : VO des Rates zur Festsetzung des gemäss Artikel 20 d
Absatz 1 der Verordnung Nr. 136/66/EWG zu berücksichtigenden Prozentsatzes der
Erzeugungsbeihilfe für das Wirtschaftsjahr 1987/88

3. RECHTSGRUNDLAGE : Artikel 20 d Absatz 1 der VO 136/66/EWG

4. ZIELE DES VORHABENS : Festsetzung des Prozentsatzes der Erzeugungsbeihilfe, der
zugunsten der anerkannten Erzeugergemeinschaften für
Olivenöl oder ihre Vereinigungen nach Massgabe der ihnen anvertrauten Aufgaben
einbehalten werden kann

5. FINANZIELLE AUSWIRKUNGEN

5.0. AUSGABEN ZU LASTEN

- DES EG-HAUSHALTES
(ERSTATTUNGEN/INTERVENTIONEN)
- NATIONALER HAUSHALTE
- ANDERER SEKTOREN

5.1. EINNAHMEN

- EIGENE MITTEL DER EG (ABSCHÖPFUNGEN/
ZÖLLE)
- IM NATIONALEN BEREICH

12-MONATS-PERIODE

LAUFENDES
HAUSHALTSJAHR (88)KOMMENDES
HAUSHALTSJAHR (89)

5.0.1. VORAUSSCHAU AUSGABEN

5.1.1. VORAUSSCHAU EINNAHMEN

5.2. BERECHNUNGSWEISE :

6.0. FINANZIERUNG IM LAUFENDEN HAUSHALT IST MÖGLICH DURCH IM BETREFFENDEN KAPITEL VORHANDENE MITTEL

JA/NEIN

6.1. FINANZIERUNG IST MÖGLICH DURCH ÜBERTRAGUNG VON KAPITEL ZU KAPITEL IM LAUFENDEN HAUSHALT

JA/NEIN

6.2. NOTWENDIGKEIT EINES NACHTRAGSHAUSHALTS

JA/NEIN

6.3. ERFORDERLICHE MITTEL SIND IN DIE ZUKÜNFTIGEN HAUSHALTE EINZUSETZEN

JA/NEIN

ANMERKUNGEN :

Durch die Festsetzung des Prozentsatzes der Rückstellung ändern
sich die von der Kommission gezahlten Beträge nicht. Diese
Massnahme hat also keine finanziellen Auswirkungen.

Entwurf
Vorschlag für eine
VERORDNUNG (EWG) Nr. /87 DES RATES
vom

zur Festsetzung des gemäß Artikel 20 d Absatz 1 der
Verordnung Nr. 136/66/EWG zu berücksichtigenden
Prozentsatzes der Erzeugungsbeihilfe für das Wirtschaftsjahr 1987/88

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,

gestützt auf die Verordnung Nr. 136/66/EWG des Rates vom 22. September 1966
über die Errichtung einer gemeinsamen Marktorganisation für Fette (1),
zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 1915/87 (2), insbesondere
auf Artikel 20 d Absatz 1,

auf Vorschlag der Kommission (3),

nach Stellungnahme des Europäischen Parlaments (4),

in Erwägung nachstehender Gründe:

Nach Artikel 20 d Absatz 1 der Verordnung Nr. 136/66/EWG ist der
Prozentsatz der Erzeugungsbeihilfe festzusetzen, der für die anerkannten
Erzeugerorganisationen für Olivenöl oder ihre Vereinigungen berücksichtigt
werden kann, nur mit dem entsprechenden Betrag zur Finanzierung der Kosten
beizutragen, die durch die Tätigkeiten gemäß Artikel 5
Absatz 3 und Artikel 20 c der genannten Verordnung verursacht werden.

Mit Artikel 3 Absatz 2 der Verordnung (EWG) Nr. 1916/87 des Rates zur
Festsetzung des Erzeugungspreises, der Erzeugungsbeihilfe und des
Interventionspreises für Olivenöl im Wirtschaftsjahr 1987/88 sowie der
Höchstmenge nach Artikel 5 Absatz 1 der Verordnung Nr. 136/66/EWG (5)
wurde die Festsetzung des genannten Prozentsatzes bis zur erneuten Prüfung
der Aufgaben verschoben, die den anerkannten Olivenölerzeugerorganisationen
oder -vereinigungen zu übertragen sind.

-
- (1) ABL. Nr. 172 vom 30.9.1966, S. 3025/66
 - (2) ABL. Nr. L 183 vom 3.7.1987, S. 7
 - (3) ABL. Nr. L
 - (4) ABL. Nr. L
 - (5) ABL. Nr. L 183 vom 3.7.1987, S. 12

Die Verordnung (EWG) Nr. /87 (6) sieht insbesondere die Lockerung der ihnen anvertrauten Kontrollaufgaben vor. Angesichts der für das Wirtschaftsjahr 1987/88 vorhersehbaren Kosten sollte der genannte Prozentsatz deshalb in der nachstehenden Höhe festgesetzt werden -

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

Artikel 1

Im Wirtschaftsjahr 1987/88 beläuft sich der Prozentsatz der Erzeugungsbeihilfe, der gemäss Artikel 20 d Absatz 1 der Verordnung Nr. 136/66/EWG für die in Anwendung der genannten Verordnung anerkannten Erzeugerorganisationen und ihre Vereinigungen gewährt werden kann, auf 1,5 %.

Artikel 2

Diese Verordnung tritt am Tag ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.

Sie gilt ab 1. November 1987.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu

Im Namen des Rates

TEXTE E

Bruxelles, le 11 décembre 1987.....

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/1663/87

Délai: LUNDI 21 DECEMBRE 1987 - 12 H

Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Fixation du pourcentage du montant de l'aide à la production à retenir
- campagne de commercialisation 1987/88

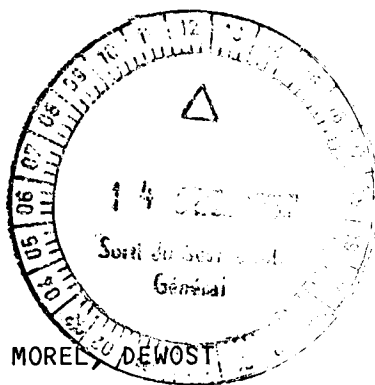
Proposition de M. ANDRIESSEN

Décision proposée

- approuver le projet de proposition de règlement du Conseil fixant, pour la campagne de commercialisation 1987/88, le pourcentage du montant de l'aide à la production à retenir conformément à l'article 20 quinquies paragraphe 1 du règlement n° 136/66/CEE

Commentaire

Ce règlement vise à fixer le pourcentage de l'aide à la production pouvant être retenu pour les organisations de producteurs d'huile d'olive reconnues ou leurs unions, en fonction des tâches qui leur sont confiées.



R. GACHOT
Directeur

P.J.

Copies à : MM. LEGRAS, MOREL, DEWOST

P. inf. : DG XX

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s) : DG DE L'AGRICULTURE

Services associés
- pour accord -

DG DES BUDGETS

: accord

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE

: Avis favorable (sous réserve
d'une dernière vérification
des textes)

Langue originale

: FR

Le document est disponible au Secrétariat Général (BERL. 11/101)
pour consultation dans toutes les langues officielles.

La consultation du Parlement Européen et du CES : obligatoire en vertu de
l'article 43 du Traité CEE.

: Date : 25 November 1987

1 Budget heading : 1201 Production aid Appropriations : PDB 88 : 740 million ECU
for olive oil

2. Title : Council Regulation fixing for the 1987/88 marketing year the percentage of
the production aid to be withheld pursuant to Article 20d(1) of Regulation No
136/66/EEC

3. Legal basis : Article 20d(1) of Regulation 136/66/EEC

4. Aims of project : To fix the percentage of the production aid which may be withheld
for recognized olive-oil producers' organizations or associations thereof for the
tasks entrusted to them.

	period of 12 months	current financial year (1988)	following financial year (1989)
5. Financial implications			
5.0 Expenditure			
- charged to the EC budget (refunds/intervention)	nil	nil	nil
- national administration			
- other			
5.1 Receipts			
- own resources of the EC (levies/customs duties)			
- national			
5.0.1 Estimated expenditure			
5.1.1 Estimated receipts			

5.2 Method of calculation :

6.0 Can the project be financed from appropriations entered in the relevant chapter
of the current budget ? yes/no

6.1 Can the project be financed by transfer between chapters of the current budget ?
yes/no

6.2 Is a supplementary budget necessary ? yes/no

6.3 Will future budget appropriations be necessary ? yes/no

Observations : The percentage of the amount withheld does not affect the amounts
paid by the Community and accordingly the measure has no budgetary
implications.

Draft

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC) No /87
of
fixing for the 1987/88 marketing year the percentage of the production aid
to be withheld pursuant to Article 20d(1) of Regulation No 136/66/EEC

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to Council Regulation No 136/66/EEC of 22 September 1966 on the
common organization of the market in oils and fats (1), as last amended by
Regulation (EEC) No 1915/87 (2), and in particular Article 20d(1) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission (3),

Having regard to the opinion of the European Parliament (4),

Whereas, pursuant to Article 20d(1) of Regulation No 136/66/EEC, the
percentage of production aid which may be withheld for recognized olive-oil
producers' organizations or associations thereof should be fixed so that the
amount of such expenditure might contribute towards the financing of
expenditure on activities under Articles 5(3) and 20d of that Regulation;

Whereas Article 3(2) of Council Regulation (EEC) No 1916/87 (5) fixing the
production target price, the production aid and the intervention price for
olive oil for the 1987/88 marketing year, as well as the maximum quantity
referred to in Article 5(1) of Regulation No 136/66/EEC (5) postpones the
fixation of that percentage pending a review of tasks which are to be
entrusted to recognized olive-oil producers' organizations or associations
thereof;

(1) OJ No L 172, 30.9.1966, p. 3025/66

(2) OJ No L 183, 3.7.1987, p. 7.

(3)

(4)

(5) OJ No L 183, 3.7.1987, p. 12.

Whereas Regulation (EEC) No /87 (1) provides in particular for the monitoring tasks entrusted to them to be lightened; whereas, in view of the foreseeable expenditure in the 1987/88 marketing year, the said percentage should accordingly be fixed at the level fixed below,

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

For the 1987/88 marketing year, the percentage of the production aid which may be withheld pursuant to Article 20d(1) of Regulation No 136/66/EEC for olive-oil producers' organizations and associations thereof recognized pursuant to the said Regulation is hereby fixed at 1,5%.

Article 2

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

It shall apply from 1 November 1987.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

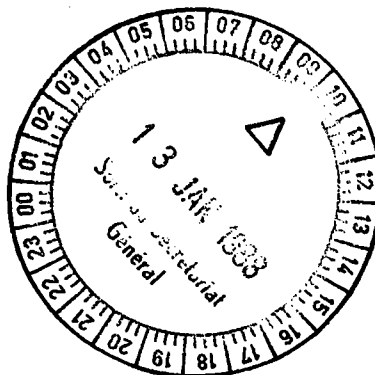
COM(87) 710 final

Bruxelles, Le 23 décembre 1987

Proposition de RÈGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

fixant, pour la campagne de commercialisation 1987/88, le pourcentage du montant de l'aide à la production à retenir conformément à l'article 20 quinquies paragraphe 1 du règlement n° 136/66/CEE

(présentée par la Commission)



COM(87) 710 final

Proposition de
REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

fixant, pour la campagne de commercialisation 1987/88, le pourcentage
du montant de l'aide à la production à retenir conformément à l'article
20 quinquies paragraphe 1 du règlement n° 136/66/CEE

LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 136/66/CEE du Conseil, du 22 septembre 1966, portant
établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des
matières grasses (1), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE)
n° 1915/87 (2), et notamment son article 20 quinquies paragraphe 1,

vu la proposition de la Commission (3),

vu l'avis du Parlement Européen (4),

considérant que, conformément à l'article 20 quinquies paragraphe 1 du
règlement n° 136/66/CEE, il y a lieu de fixer le pourcentage de l'aide à la
production pouvant être retenu pour les organisations de producteurs d'huile
d'olive reconnues ou leurs unions afin que le montant résultant de ces frais
contribue au financement des frais occasionnés par les activités découlant de
l'article 5 paragraphe 3 et de l'article 20 quater dudit règlement;

considérant que l'article 3 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1916/87 du Conseil
du 2 juillet 1987 fixant le prix indicatif à la production, l'aide à la production et le
prix d'intervention de l'huile d'olive pour la campagne 1987/88, ainsi que la
quantité maximale visée à l'article 5 paragraphe 1 du règlement n° 136/66/CEE, (5)
avait différé la fixation dudit pourcentage dans l'attente du ré-examen des
tâches qui doivent être confiées aux organisations de producteurs d'huile
d'olive reconnues ou à leurs unions;

(1) JO n° 172 du 30. 9.1966, p. 3025/66

(2) JO n° L 183 du 3. 7.1987, p. 7

(3)

(4)

(5) JO n° L 183 du 3. 7.1987, p. 12

considérant que le règlement (CEE) n° /87 du Conseil (1) prévoit notamment d'alléger les tâches de contrôle qui sont confiées aux dites organisations et unions; qu'il convient dès lors, compte tenu des frais prévisibles au cours de la campagne 1987/88, de fixer ledit pourcentage au niveau ci-après,

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

Pour la campagne de commercialisation 1987/88, le pourcentage du montant de l'aide à la production pouvant être retenu en vertu de l'article 20 quinquies paragraphe 1 du règlement n° 136/66/CEE pour les organisations de producteurs d'huile d'olive et leurs unions, reconnues en application du dit règlement, est fixé à 1,5%.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au Journal Officiel des Communautés européennes.

Il est applicable à partir du 1er novembre 1987.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à

Par le Conseil,

FICHE FINANCIERE

DATE : 25.11.87

1. LIGNE BUDGETAIRE : 1201 Aide à la production
d'huile d'olive

CREDITS : APB 88 : 740 Mio ECU

2. INTITULE DE LA MESURE : Règlement du Conseil fixant pour la campagne de commercialisation 1987/88, le pourcentage du montant de l'aide à la production à retenir conformément à l'article 2e quinquies, paragraphe 1 du règlement n° 136/66/CEE

3. BASE JURIDIQUE : Article 20 quinquies, paragraphe 1 du règlement 136/66/CEE

4. OBJECTIFS DE LA MESURE : Fixer le pourcentage de l'aide à la production pouvant être retenu pour les organisations de producteurs d'huile d'olive reconnues ou leurs unions en fonction des tâches qui leur sont confiées.

5. INCIDENCES FINANCIERES	PERIODE DE 12 MOIS	EXERCICE EN COURS (88)	EXERCICE SUIVANT (89)
5.0 DEPENSES A LA CHARGE - DU BUDGET DES CE (RESTITUTIONS/INTERVENTIONS) - DES BUDGETS NATIONAUX - D'AUTRES SECTEURS	néant	néant	néant
5.1 RECETTES - RESSOURCES PROPRES DES CE (PRELEVEMENTS/DROITS DE DOUANE) - SUP LE PLAN NATIONAL			
5.0.1 PREVISIONS DES DEPENSES			
5.1.1 PREVISIONS DES RECETTES			

5.2 MODE DE CALCUL :

6.0 FINANCEMENT POSSIBLE PAR CREDITS INSCRITS AU CHAPITRE CONCERNE DU BUDGET EN COURS D'EXECUTION OUI/NON

6.1 FINANCEMENT POSSIBLE PAR VIREMENT ENTRE CHAPITRES DU BUDGET EN COURS D'EXECUTION OUI/NON

6.2 NECESSITE D'UN BUDGET SUPPLEMENTAIRE OUI/NON

6.3 CREDITS A INSCRIRE DANS LES BUDGETS FUTURS OUI/NON

OBSERVATIONS :

Le pourcentage de la retenue ne modifie pas les montants payés par la Communauté et, de ce fait, la mesure n'a pas d'incidence budgétaire.

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

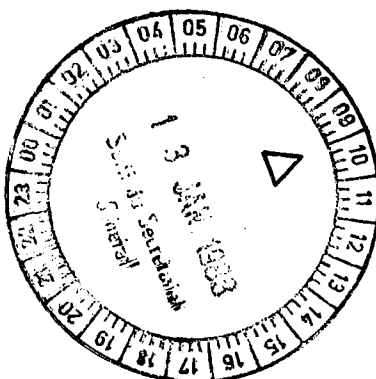
KOM(87) 710 endg.

Brüssel, den 23. Dezember 1987

Vorschlag für eine VERORDNUNG (EWG) DES RATES

zur Festsetzung des gemäss Artikel 20 d Absatz 1 der
Verordnung Nr. 136/66/EWG zu berücksichtigenden
Prozentsatzes der Erzeugungsbeihilfe für das
Wirtschaftsjahr 1987/88

(von der Kommission vorgelegt)



KOM(87) 710

Vorschlag für eine
VERORDNUNG (EWG) DES RATES

zur Festsetzung des gemäss Artikel 20 d Absatz 1 der
Verordnung Nr. 136/66/EWG zu berücksichtigenden
Prozentsatzes der Erzeugungsbeihilfe für das
Wirtschaftsjahr 1987/88

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,

gestützt auf die Verordnung Nr. 136/66/EWG des Rates vom 22. September 1966
über die Errichtung einer gemeinsamen Marktorganisation für Fette (1),
zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 1915/87 (2), insbesondere
auf Artikel 20 d Absatz 1,

auf Vorschlag der Kommission (3),

nach Stellungnahme des Europäischen Parlaments (4),

in Erwägung nachstehender Gründe:

Nach Artikel 20 d Absatz 1 der Verordnung Nr. 136/66/EWG ist der
Prozentsatz der Erzeugungsbeihilfe festzusetzen, der für die anerkannten
Erzeugerorganisationen für Olivenöl oder ihre Vereinigungen berücksichtigt
werden kann, um mit dem entsprechenden Betrag zur Finanzierung der Kosten
beizutragen, die durch die Tätigkeiten gemäss Artikel 5 Absatz 3 und
Artikel 20 c der genannten Verordnung verursacht werden.

Mit Artikel 3 Absatz 2 der Verordnung (EWG) Nr. 1916/87 DES Rates vom 2. Februar 1987
zur Festsetzung des Erzeugungspreises, der Erzeugungsbeihilfe und des
Interventionspreises für Olivenöl im Wirtschaftsjahr 1987/88 sowie der
Höchstmenge nach Artikel 5 Absatz 1 der Verordnung Nr. 136/66/EWG (5)
wurde die Festsetzung des genannten Prozentsatzes bis zur erneuten Prüfung
der Aufgaben verschoben, die den anerkannten Olivenölerzeugerorganisationen
oder -vereinigungen zu übertragen sind.

-
- (1) ABl. Nr. 172 vom 30.9.1966, S. 3025/66
 - (2) ABl. Nr. L 183 vom 3.7.1987, S. 7
 - (3) ABl. Nr. L
 - (4) ABl. Nr. L
 - (5) ABl. Nr. L 183 vom 3.7.1987, S. 12

Die Verordnung (EWG) Nr. /87 des Rates (6) sieht insbesondere die Lockerung der diesen Zusammenschlüssen anvertrauten Kontrollaufgaben vor. Angesichts der für das Wirtschaftsjahr 1987/88 vorhersehbaren Kosten sollte der genannte Prozentsatz deshalb in der nachstehenden Höhe festgesetzt werden -

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

Artikel 1

Im Wirtschaftsjahr 1987/88 beläuft sich der Prozentsatz der Erzeugungsbeihilfe, der gemäss Artikel 20 d Absatz 1 der Verordnung Nr. 136/66/EWG für die in Anwendung der genannten Verordnung anerkannten Erzeugerorganisationen und ihre Vereinigungen gewährt werden kann, auf 1,5 %.

Artikel 2

Diese Verordnung tritt am Tag ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.

Sie gilt mit Wirkung vom 1. November 1987.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu

Im Namen des Rates

(6) ABl. Nr. L

FINANZBOGEN

Nachtrag 1

DATUM : 25.11.87

1. HAUSHALTSPOSTEN : 1201 Erzeugungsbeihilfe
für OlivenölMITTELANSATZ : Nachtrag 88 :
740 Mio ECU

2. BEZEICHNUNG DES VORHABENS : VO des Rates zur Festsetzung des gemäss Artikel 20 d Absatz 1 der Verordnung Nr. 136/66/EWG zu berücksichtigenden Prozentsatzes der Erzeugungsbeihilfe für das Wirtschaftsjahr 1987/88

3. RECHTSGRUNDLAGE : Artikel 20 d Absatz 1 der VO 136/66/EWG

4. ZIELE DES VORHABENS : Festsetzung des Prozentsatzes der Erzeugungsbeihilfe, der zugunsten der anerkannten Erzeugergemeinschaften für Olivenöl oder ihre Vereinigungen nach Massgabe der ihnen anvertrauten Aufgaben einbehalten werden kann

5. FINANZIELLE AUSWIRKUNGEN	12-MONATS-PERIODE	LAUFENDES HAUSHALTSJAHR (88)	KOMMENDES HAUSHALTSJAHR (89)
5.0. AUSGABEN ZU LASTEN			
- DES EG-HAUSHALTES (ERSTATTUNGEN/INTERVENTIONEN)	-	-	-
- NATIONALER HAUSHALTE			
- ANDERER SEKTOREN			
5.1. EINNAHMEN			
- EIGENE MITTEL DER EG (ABSCHÖPFUNGEN/ ZÖLLE)			
- IM NATIONALEN BEREICH			
5.0.1. VORAUSSCHAU AUSGABEN			
5.1.1. VORAUSSCHAU EINNAHMEN			

5.2. BERECHNUNGSWEISE :

6.0. FINANZIERUNG IM LAUFENDEN HAUSHALT IST MÖGLICH DURCH IM BETREFFENDEN KAPITEL VORHANDENE MITTEL JA/NEIN

6.1. FINANZIERUNG IST MÖGLICH DURCH ÜBERTRAGUNG VON KAPITEL ZU KAPITEL IM LAUFENDEN HAUSHALT JA/NEIN

6.2. NOTWENDIGKEIT EINES NACHTRAGSHAUSHALTS JA/NEIN

6.3. ERFORDERLICHE MITTEL SIND IN DIE ZUKÜNFTIGEN HAUSHALTE EINZUSETZEN JA/NEIN

ANMERKUNGEN :

Durch die Festsetzung des Prozentsatzes der Rückstellung ändern sich die von der Kommission gezahlten Beträge nicht. Diese Massnahme hat also keine finanziellen Auswirkungen.

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

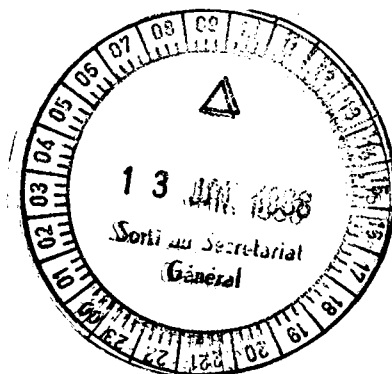
COM(87) 710 def.

Bruxelles, 23 dicembre 1987

Proposta di
REGOLAMENTO (CEE) DEL CONSIGLIO

che fissa, per la campagna di commercializzazione 1987/88, la percentuale della trattenuta sull'aiuto alla produzione prevista dall'articolo 20 quinquies, paragrafo 1 del regolamento n. 136/66/CEE

(presentata dalla Commissione)



COM(87) 710 def.

Proposta di

RÈGOLAMENTO (CEE)

DEL CONSIGLIO

che fissa, per la campagna di commercializzazione 1987/88, la percentuale della trattenuta sull'aiuto alla produzione prevista dall'articolo 20 quinquies, paragrafo 1 del regolamento n. 136/66/CEE

IL CONSIGLIO DELLE COMUNITA' EUROPEE,

visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea,

visto il regolamento n. 136/66/CEE del Consiglio, del 22 settembre 1966, relativo all'attuazione di un'organizzazione comune dei mercati nel settore dei grassi (1), modificato da ultimo dal regolamento (CEE) n. 1915/87 (2), in particolare l'articolo 20 quinquies, paragrafo 1,

vista la proposta della Commissione (3),

visto il parere del Parlamento europeo (4),

considerando che a norma dell'articolo 20 quinquies, paragrafo 1 del regolamento n. 136/66/CEE occorre stabilire la percentuale dell'aiuto alla produzione che può essere trattenuta a favore delle organizzazioni di produttori di olio d'oliva riconosciute o delle loro unioni e destinata alla copertura delle spese connesse con le attività che risultano dall'articolo 5, paragrafo 3 e dall'articolo 20 quater dello stesso regolamento;

considerando che a norma dell'articolo 3, paragrafo 2 del regolamento (CEE) n. 1916/87 del Consiglio, del 2 luglio 1987, che fissa il prezzo indicativo alla produzione, l'aiuto alla produzione e il prezzo d'intervento dell'olio d'oliva per la campagna di commercializzazione 1987/88, nonché il quantitativo massimo di cui all'articolo 5, paragrafo 1 del regolamento n. 136/66/CEE (5), la fissazione della percentuale della trattenuta era stata rinviata in attesa del riesame delle mansioni da affidare alle organizzazioni di produttori di olio d'oliva riconosciute e alle loro unioni;

(1) GU n. 172 del 30. 9.1966, pag. 3025/66

(2) GU n. L 183 del 3. 7.1987, pag. 7

(3) GU n. C

(4) GU n. C

(5) GU n. L 183 del 3.7.1987, pag. 12

considerando che il regolamento (CEE) n. . /87 del Consiglio (6) prevede in particolare di affidare alle organizzazioni ed unioni suddette mansioni meno onerose in materia di controllo; che pertanto, alla luce delle spese prevedibili nel corso della campagna 1987/88, occorre stabilire la percentuale di cui trattasi al livello di seguito indicato,

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO:

Articolo 1

Per la campagna di commercializzazione 1987/88, la percentuale dell'importo dell'aiuto che puo' essere trattenuta a norma dell'articolo 20 quinquies, paragrafo 1 del regolamento n. 136/66/CEE a favore delle organizzazioni di produttori d'olio d'oliva e delle loro unioni riconosciute in applicazione del citato regolamento è pari all'1,5%.

Articolo 2

Il presente regolamento entra in vigore il giorno della pubblicazione nella Gazzetta ufficiale delle Comunità europee.

Esso è applicabile a decorrere dal 1° novembre 1987.

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a

Per il Consiglio

(6) GU n. L

SCHEDA FINANZIARIA

Data : 25.11.1987

1. LINEA DI BILANCIO: 1201 aiuto alla produzione di olio d'oliva STANZIAMENTI: PPB 88 : 740 milioni di ECU
2. TITOLO DEL PROVVEDIMENTO: Regolamento del Consiglio che fissa, per la campagna di commercializzazione 1987/88, la percentuale della trattenuta sull'aiuto alla produzione previsto dall'articolo 20 quinquies, paragrafo 1 del regolamento n.136/76/CEE:
3. BASE GIURIDICA: Articolo 20 quinquies, paragrafo 1 del regolamento (CEE)n.136/66/CEE:
4. OBIETTIVO DEL PROVVEDIMENTO: Stabilire la percentuale dell'aiuto alla produzione che può essere trattenuta per le organizzazioni di produttori di olio d'oliva riconosciute per le loro unioni in funzione delle menzioni loro affidate

5. INCIDENZE FINANZIARIE:	PERIODO DI 12 MESI	ESERCIZIO IN CORSO (88)	ESERCIZIO SUCCESSIVO (89)
5.0 SPESE A CARICO			
- DEL BILANCIO DELLE CE (RESTITUZIONI/INTERVENTI)			
- DEI BILANCI NAZIONALI	nulla	nulla	nulla
- ALTRI SETTORI			
5.1. ENTRATE			
- RISORSE PROPRIE DELLE CE (PRELIEVI/DAZI DOGANALI)(1)			
- SUL PIANO NAZIONALE			
5.0.1 PREVISIONI DELLE SPESE			
5.1.1 PREVISIONI DELLE ENTRATE			

5.2 METODO DI CALCOLO

- 6.0 FINANZIAMENTO POSSIBILE MEDIANTE STANZIAMENTI NEL CAPITOLO CORRISPONDENTE DEL BILANCIO IN CORSO D'ESERCIZIO SI/NO
- 6.1 FINANZIAMENTO POSSIBILE PER STORNO DI FONDI DA CAPITOLO A CAPITOLO DEL BILANCIO IN CORSO DI ESECUZIONE SI/NO
- 6.2 NECESSITA' DI UN BILANCIO SUPPLEMENTARE SI/NO
- 6.3 STANZIAMENTI DA ISCRIVERE NEI BILANCI SUCCESSIVI SI/NO

OSSERVAZIONI:

La percentuale della trattenuta non modifica gli importi che la Comunità è tenuta a versare e il provvedimento non ha pertanto alcuna incidenza di bilancio.

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM(87) 710 def.

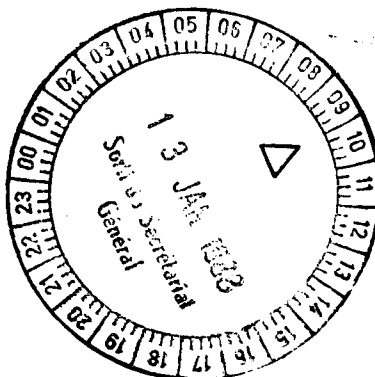
Brussel, 23 december 1987

Voorstel voor een VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD

tot vaststelling, voor het verkoopseizoen 1987/88, van het op grond van artikel 20 quinquies, lid 1, van Verordening EEG) nr. 136/66/EEG in te houden percentage van de produktiesteun

(door de Commissie ingediend)

COM(87) 710 def.



Voorstel voor een
VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD

tot vaststelling, voor het verkoopseizoen 1987/88, van het op grond van
artikel 20 quinquies, lid 1, van Verordening (EEG) nr. 136/66/EEG
in te houden percentage van de produktiesteun

DE RAAD VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap,

Gelet op Verordening nr. 136/66/EEG van de Raad, van 22 september 1966,
houdende de totstandbrenging van een gemeenschappelijke ordening der markten
in de sector oliën en vetten (1), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EEG)
nr. 1915/87 (2), inzonderheid op artikel 20 quinquies, lid 1,

Gezien het voorstel van de Commissie (3),

Gezien het advies van het Europese Parlement (4),

Overwegende dat op grond van artikel 20 quinquies, lid 1, van Verordening
nr. 136/66/EEG voor de erkende organisaties en unies van olijfolieproducenten
een van de produktiesteun in te houden percentage wordt vastgesteld om bij te
dragen tot de financiering van de werkzaamheden in het raam van artikel 5,
lid 3, en artikel 20 quater van die verordening;

Overwegende dat krachtens artikel 3, lid 2, van Verordening (EEG) nr. 1916/87
van de Raad van 2 juli 1987 houdende vaststelling van de produktierichtprijs, de produktiesteun
en de interventieprijs voor olijfolie, voor het verkoopseizoen 1987/88,
alsmede van de in artikel 5, lid 1, van Verordening nr. 136/66/EEG bedoelde
maximumhoeveelheid (5) de vaststelling van dat percentage uitgesteld werd in
afwachting van een nieuw onderzoek van de aan de erkende organisaties en unies
van olijfolieproducenten op te dragen taken;

(1) PB nr. 172 van 30. 9.1966, blz. 3025/66

(2) PB nr. L 183 van 3. 7.1987, blz. 7

(3) PB nr. C van , blz.

(4) PB nr. C van , blz.

(5) PB nr. L 183 van 3. 7.1987, blz. 12

Overwegende dat bij Verordening (EEG) nr. /87 van de Raad (6) de aan de genoemde organisaties en unies opgedragen controletaken werden verlicht; dat derhalve, rekening houdend met de verwachte kosten in het verkoopseizoen 1987/88, het hieronder vermelde percentage moet worden vastgesteld,

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD :

Artikel 1

Voor het verkoopseizoen 1987/88 wordt het percentage van de produktiesteun dat op grond van artikel 20 quinquies, lid 1, van Verordening nr. 136/66/EEG voor de in het raam van die verordening erkende organisaties en unies van olijfolieproducenten wordt ingehouden, op 1,5% vastgesteld.

Artikel 2

Deze verordening treedt in werking op de dag van haar bekendmaking in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen.

Zij is van toepassing vanaf 1 november 1987.

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke Lid-Staat.

Gedaan te

Voor de Raad,

FINANCIËEL MEMORANDUM

Datum : 25.11.87

KREDIETEN : VB 88 : 740 miljoen Ecu

1. BEGROTINGSPOST : 1201 Produktiesteun
voor olijfolie

2. TITEL VAN DE MAATREGEL : Verordening van de Raad tot vaststelling, voor het verkoopseizoen 1987/88, van het op grond van artikel 20 quinquies, lid 1, van Verordening nr. 136/66/EEG in te houden percentage van de produktiesteun.

3. RECHTSGRONDSLAG : Artikel 20 quinquies, lid 1, van Verordening 136/66/EEG

4. DOEL VAN DE MAATREGEL : Vaststelling van het percentage van de produktiesteun dat mag worden ingehouden ten behoeve van de erkende organisaties en unies van olijfolieproducenten, naar verhouding van de hen opgedragen taken.

5. FINANCIËLE CONSEQUENTIES : PERIODE 12 MAANDEN: LOPEND BEGRO- : VOLGEND BEGRO-
TINGSJAAR (88) : TINGSJAAR (89)

5.0 UITGAVEN TEN LASTE VAN

- DE BEGROTING EG

(RESTITUTIES/INTERVENTIES)

nihil

nihil

nihil

- NAT. BEGROTINGEN

- ANDERE

5.1. ONTVANGSTEN

- EIGEN MIDDELEN EG

(HEFFINGEN/DOUANERECHTEN)

- OP NATIONAAL VLAK

1987

1988

1989

1990

5.0.1 RAMING VAN DE UITGAVEN

5.1.1 RAMING VAN DE ONTVANGSTEN

5.2 BEREKENINGSMETHODE

6.0 FINANCIËRING MOGELIJK UIT KREDIETEN DIE IN HET BETROKKEN HOOFDSTUK
VAN DE LOPENDE BEGROTING ZIJN OPGEVOERD ?

JA/NEEN

6.1 FINANCIËRING MOGELIJK DOOR OVERSCHRIJVING VAN EEN HOOFDSTUK NAAR EEN
ANDER HOOFDSTUK VAN DE LOPENDE BEGROTING ?

JA/NEEN

6.2 AANVULLENDE BEGROTING NODIG ?

JA/NEEN

6.3 MOETEN OP DE VOLGENDE BEGROTING KREDIETEN WORDEN OPGEVOERD ?

JA/NEEN

OPMERKINGEN :

De door de Gemeenschap uitgekeerde bedragen worden door het percentage van inhouding niet gewijzigd en de maatregel heeft bijgevolg geen financiële consequenties voor de begroting.

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

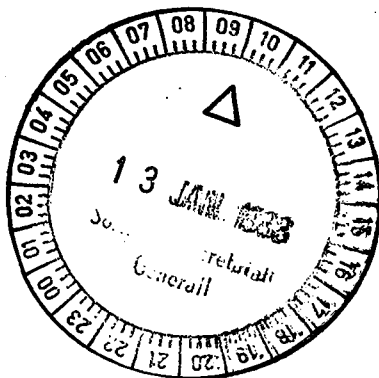
COM(87) 710 final

Brussels, 23 December 1987

Proposal for a COUNCIL REGULATION (EEC)

fixing for the 1987/88 marketing year the percentage of the
production aid to be withheld pursuant to Article 20d(1) of
Regulation No 136/66/EEC

(submitted by the Commission)



COM(87) 710 final

2

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC)

fixing for the 1987/88 marketing year the percentage of the production aid
to be withheld pursuant to Article 20d(1) of Regulation No 136/66/EEC

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to Council Regulation No 136/66/EEC of 22 September 1966 on the common organization of the market in oils and fats (1), as last amended by Regulation (EEC) No 1915/87 (2), and in particular Article 20d(1) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission (3),

Having regard to the opinion of the European Parliament (4),

Whereas, pursuant to Article 20d(1) of Regulation No 136/66/EEC, the percentage of production aid which may be withheld for recognized olive-oil producers' organizations or associations thereof should be fixed so that the amount of such expenditure may contribute towards financing expenditure on activities under Articles 5(3) and 20c of that Regulation;

Whereas Article 3(2) of Council Regulation (EEC) No 1916/87 of 2 July 1987 fixing the production target price, the production aid and the intervention price for olive oil for the 1987/88 marketing year, as well as the maximum quantity referred to in Article 5(1) of Regulation No 136/66/EEC (5) postpones fixing that percentage pending a review of tasks which are to be entrusted to recognized olive-oil producers' organizations or associations thereof;

(1) OJ No L 172, 30.9.1966, p. 3025/66

(2) OJ No L 183, 3.7.1987, p. 7.

(3)

(4)

(5) OJ No L 183, 3.7.1987, p. 12.

Whereas Council Regulation (EEC) No /87 (1) provides in particular for the monitoring tasks entrusted to the said organisations or associations to be lightened; whereas, in view of the foreseeable expenditure in the 1987/88 marketing year, the said percentage should accordingly be fixed at the level fixed below,

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

For the 1987/88 marketing year, the percentage of the production aid which may be withheld pursuant to Article 20d(1) of Regulation No 136/66/EEC for olive-oil producers' organizations and associations thereof recognized pursuant to the said Regulation is hereby fixed at 1,5%.

Article 2

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

It shall apply with effect from 1 November 1987.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

For the Council

(1) OJ No L

FINANCIAL STATEMENT

Date : 25 November 1987

1. Budget heading : 1201 Production aid Appropriations : PDB 88 : 740 million ECU
for olive oil

2. Title : Council Regulation fixing for the 1987/88 marketing year the percentage of the production aid to be withheld pursuant to Article 20d(1) of Regulation No 136/66/EEC

3. Legal basis : Article 20d(1) of Regulation 136/66/EEC

4. Aims of project : To fix the percentage of the production aid which may be withheld for recognized olive-oil producers' organizations or associations thereof for the tasks entrusted to them.

	period of 12 months	current financial year (1988)	following financial year (1989)
5. Financial implications			
5.0 Expenditure			
- charged to the EC budget (refunds/intervention)	nil	nil	nil
- national administration			
- other			
5.1 Receipts			
- own resources of the EC (levies/customs duties)			
- national			

5.0.1 Estimated expenditure

5.1.1 Estimated receipts

5.2 Method of calculation :

6.0 Can the project be financed from appropriations entered in the relevant chapter of the current budget ? yes/no

6.1 Can the project be financed by transfer between chapters of the current budget ? yes/no

6.2 Is a supplementary budget necessary ? yes/no

6.3 Will future budget appropriations be necessary ? yes/no

Observations : The percentage of the amount withheld does not affect the amounts paid by the Community and accordingly the measure has no budgetary implications.

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

KOM(87) 710 endelig udg.

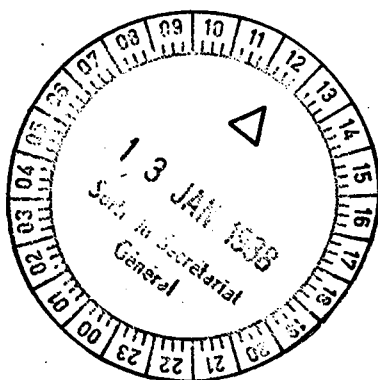
Bruxelles, den 23. december 1987

Forslag til

RÅDETS FORORDNING (EØF)

om fastsættelse for produktionsåret 1987/88 af den procentdel af produktionsstøtten, der skal tilbageholdes i henhold til artikel 20d, stk. 1, i forordning nr. 136/66/EØF

(forelagt af Kommissionen)



KOM(87) 710 endelig udg.

Forslag til
RÅDETS FORORDNING (EØF)

om fastsættelse for produktionstionsåret 1987/88 af den
procentdel af produktionsstøtten, der skal tilbageholdes i henhold til
artikel 20d, stk. 1, i forordning nr. 136/66/EØF

RÅDET FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER HAR -

under henvisning til Traktaten om Oprettelse af Det Europæiske Økonomiske
Fællesskab,

under henvisning til Rådets forordning nr. 136/66/EØF af 22. september 1966 om
oprettelse af den fælles markedsordning for fedtstoffer (1), senest ændret ved
forordning (EØF) nr. 1915/87 (2), særlig artikel 20d, stk. 1,

under henvisning til forslag fra Kommissionen (3),

under henvisning til udtalelse fra Europa-Parlamentet (4), og

ud fra følgende betragtninger:

I henhold til artikel 20d, stk. 1, i forordning nr. 136/66/EØF skal den
procentdel af produktionsstøtten, der kan tilbageholdes til de anerkendte
producentorganisationer for olivenolie og foreninger heraf, fastsættes, for at
beløbet kan anvendes til finansiering af de opgaver, der følger af nævnte
forordnings artikel 5, stk. 3, og artikel 20d;

i artikel 3, stk. 2, i Rådets forordning (EØF) nr. 1916/87 af 2. juli 1987 om fastsættelse
af producentindikativprisen, produktionsstøtten og interventionsprisen for
olivenolie for produktionstionsåret 1987/88 samt af den i artikel 5, stk. 1, i
forordning nr. 136/66/EØF omhandlede maksimale mængde (5) blev fastsættelsen af
nævnte procentdel udsat i afventning af en ny drøftelse af de opgaver, der
skal overdrages de anerkendte producentorganisationer for olivenolie og
foreninger heraf;

(1) EFT nr. 172 af 30. 9.1966, s. 3025/66.

(2) EFT nr. L 183 af 3. 7.1987, s. 7.

(3)

(4)

(5) EFT nr. L 183 af 3. 7.1987, s. 12.

I Rådets forordning (EØF) nr. /87 (1) er det bl.a. fastsat at lette de kontrolopgaver, der overdrages nævnte organisationer og foreninger; nævnte producentdel bør derfor i betragtning af de forventede udgifter i produktionsåret 1987/88 fastsættes til nedennævnte niveau -

UDSTEDT FØLGENDE FORORDNING:

Artikel 1

For produktionsåret 1987/88 fastsættes den procentdel af produktionsstøtten, der kan tilbageholdes i henhold til artikel 20d, stk. 1, i forordning nr. 136/66/EØF til producentorganisationer for olivenolie og foreninger heraf, som er anerkendt i medfør af nævnte forordning, til 1,5%.

Artikel 2

Denne forordning træder i kraft på dagen for offentliggørelsen i De Europæiske Fællesskabers Tidende.

Den anvendes fra den 1. november 1987.

Denne forordning er bindende i alle enkeltheder og gælder umiddelbart i hver medlemsstat.

Udfærdiget i

På Rådets vegne

FINANSIERINGSOVERSIGT

Dato: 25.11.1987

1. BUDGETPOST: 1201 Produktionsstøtte BEVILLINGER: FBF 88: 740 mio ECU
for olivenolie

2. FORANSTALTNINGENS BETEGNELSE: Rådets forordning om fastsættelse for produktions-
året 1987/88 af den procentdel af produktionsstøtten, der skal tilbageholdes i
henhold til artikel 20d, stk. 1, i forordning nr. 136/66/EØF

3. RETSGRUNDLAG: Artikel 20d, stk. 1, i forordning nr. 136/66/EØF

4. FORMÅL: Fastsættelsen af den procentdel af produktionsstøtten, der kan tilbage-
holdes til de anerkendte producentorganisationer for olivenolie og foreninger
heraf med henblik på de opgaver, der overdrages dem.

5. FINANSIELLE VIRKNINGER :12-MÅNEDERSPERIODE: INDEVÆRENDE : FØLGENDE REGN-
: : : REGNSKABSÅR (88): SKABSÅR (89)

	1987	1988	1989	1990
5.0 UDGIFTER, SOM AFHOLDES				
- OVER EF-BUDGETTET				
(RESTITUTION/INTERVENTION)	intet	intet	intet	intet
- OVER DE NATIONALE BUDGETTER:				
- AF ANDRE				
5.1. INDTÆGTER				
- EF's EGNE INDTÆGTER				
(AFGIFTER/TOLD)				
- NATIONALE KILDER				

	1987	1988	1989	1990
5.0.1 OVERSLAG - UDGIFTER				
5.1.1 OVERSLAG - INDTÆGTER				

5.2 BEREGNING:

6.0 ER FINANSIERING MULIG GENNEM BEVILLINGER OPFØRT UNDER DET PÅGÆLDENDE
KAPITEL I DET LØBENDE BUDGET JA/NEJ

6.1 ER FINANSIERING MULIG VED OVERFØRSEL MELLEM KAPITLER I DET LØBENDE
BUDGET JA/NEJ

6.2 ER ET TILLÆGSBUDGET NØDVENDIGT JA/NEJ

6.3 SKAL DER OPFØRES BEVILLINGER, PÅ FREMTIDIGE BUDGETTER JA/NEJ

BEMÆRKNINGER:

Procentdelen for tilbageholdelsen ændrer ikke de beløb, som Fællesskabet
betaler, og foranstaltningen har derfor ingen budgetmæssige følger.

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

COM(87) 710, τελικό

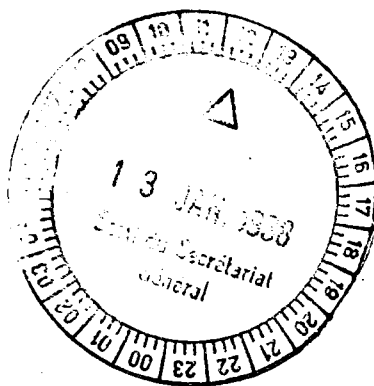
Βρυξέλλες, 23 Δεκεμβρίου 1987

ΠΡΟΤΑΣΗ

ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ (ΕΟΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

που καθορίζει, για την περίοδο εμπορίας 1987/88, το ποσοστό του ποσού της ενίσχυσης στην παραγωγή που λαμβάνεται υπόψη σύμφωνα με το άρθρο 20 δ παράγραφος 1 του κανονισμού αριθ. 136/66/ΕΟΚ

(υποβληθείσα από την Επιτροπή)



COM(87) 710, τελικό

Πρόταση
ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ (ΕΟΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

που καθορίζει, για την περίοδο εμπορίας 1987/88, το ποσοστό του ποσού της ενίσχυσης στην παραγωγή που λαμβάνεται υπόψη σύμφωνα με το άρθρο 20 δ παράγραφος 1 του κανονισμού αριθ. 136/66/ΕΟΚ

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ,

Έχοντας υπόψη :

τη συνθήκη για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας,

τον κανονισμό αριθ. 136/66/ΕΟΚ του Συμβουλίου της 22ας Σεπτεμβρίου 1966, περί κοινής οργανώσεως της αγοράς στον τομέα των λιπαρών ουσιών (1), όπως τροποποιήθηκε τελευταία από τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 1915/87 (2), και ιδίως το άρθρο 20 δ παράγραφος 1,

την πρόταση της Επιτροπής (3),

τη γνώμη του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου (4),

Εκτιμώντας :

ότι σύμφωνα με το άρθρο 20 δ παράγραφος 1 του κανονισμού αριθ. 136/66/ΕΟΚ, πρέπει να καθοριστεί το ποσοστό της ενίσχυσης στην παραγωγή που μπορεί να ληφθεί υπόψη από τις αναγνωρισμένες οργανώσεις παραγωγών ελαιολάδου ή τις ενώσεις τους, ώστε το ποσό που προκύπτει από τη δαπάνη αυτή να συνεισφέρει στη χρηματοδότηση των εξόδων που προκαλούνται από τις δραστηριότητες που προκύπτουν από το άρθρο 5 παράγραφος 3 και το άρθρο 20 δ του εν λόγω κανονισμού,

ότι σύμφωνα με το άρθρο 3 παράγραφος 2 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 1916/87 του Συμβουλίου (6) που καθορίζει την ενδεικτική τιμή στην παραγωγή, την ενίσχυση στην παραγωγή και την τιμή παρέμβασης για το ελαιόλαδο για την περίοδο 1987/88, καθώς και τη μέγιστη ποσότητα που αναφέρεται στο άρθρο 5 παράγραφος 1 του κανονισμού αριθ. 136/66/ΕΟΚ, έχει αναβληθεί ο καθορισμός του εν λόγω ποσοστού επειδή αναμένεται την

επανεξέταση των καθηκόντων που πρέπει να ανατίθενται στις αναγνωρισμένες οργανώσεις παραγωγών ελαιολάδου ή τις ενώσεις τους ,

(1) ΕΕ αριθ. 172, 30. 9.1966, σ. 3025/66

(2) ΕΕ αριθ. L 183, 3. 7.1987, σ. 7

(3) ΕΕ αριθ.

(4) ΕΕ αριθ.

(5) ΕΕ αριθ. L 183, 3. 7.1987, σ. 12

ότι ο κανονισμός (ΕΟΚ) αριθ. /87 προβλέπει ιδίως ότι πρέπει να ελαφρυνθούν τα καθήκοντα ελέγχου που έχουν ανατεθεί στους εν λόγω οργανισμούς και ενώσεις· ότι πρέπει ως εκ τούτου λαμβάνοντας υπόψη τις προβλεπόμενες δαπάνες κατά την περίοδο 1987/88, να καθοριστεί το εν λόγω ποσοστό στο επίπεδο που προβλέπεται στον παρόντα κανονισμό,

ΕΞΕΔΩΣΕ ΤΟΝ ΠΑΡΟΝΤΑ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟ :

Άρθρο 1

Για την περίοδο εμπορίας 1987/88, το ποσοστό του ποσού της ενίσχυσης στην παραγωγή που μπορεί να ληφθεί υπόψη βάσει του άρθρου 20 δ παράγραφος 1 του κανονισμού αριθ. 136/66/ΕΟΚ για τις οργανώσεις παραγωγών ελαιολάδου και τις ενώσεις τους, που έχουν αναγνωριστεί κατ' εφαρμογή του εν λόγω κανονισμού, καθορίζεται σε 1,5%.

Άρθρο 2

Ο παρών κανονισμός αρχίζει να ισχύει την ημέρα της δημοσίευσης του στην Επίσημη Εφημερίδα των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Εφαρμόζεται από την 1η Νοεμβρίου 1987.

Ο παρών κανονισμός είναι δεσμευτικός ως προς όλα τα μέρη του και ισχύει άμεσα σε κάθε κράτος μέλος.

Για το Συμβούλιο

Ο Πρόεδρος

Βρυξέλλες,

ΔΗΜΟΣΙΟΝΟΜΙΚΟ ΔΕΛΤΙΟ

25.11.87

1. ΚΟΝΔΥΛΙ: 1201 Ενίσχυση στην παραγωγή ελαιολάδου ΠΙΣΤΩΣΕΙΣ: ΠΣΠ 88 : 740 εκ. ECU

2. ΟΝΟΜΑΣΙΑ ΤΟΥ ΜΕΤΡΟΥ: Κανονισμός του Συμβουλίου που καθορίζει για την περίοδο εμπορίας 1987/88, το ποσοστό του ποσού της ενισχύσεως στην παραγωγή που θα ληφθεί υπόψη σύμφωνα με το άρθρο 20 δ παράγραφος 1 του κανονισμού αριθ. 136/66/ΕΟΚ

3. ΝΟΜΙΚΗ ΒΑΣΗ: Άρθρο 20 δ παράγραφος 1 του κανονισμού 136/66/ΕΟΚ

4. ΣΤΟΧΟΙ ΤΟΥ ΜΕΤΡΟΥ: Να καθορισθεί το ποσοστό της ενισχύσεως στην παραγωγή που μπορεί να ληφθεί υπόψη για τις αναγνωρισμένες οργανώσεις παραγωγών ελαιολάδου ή τις ενώσεις τους, συναρτήσει των καθηκόντων που τους έχουν ανατεθεί.

5. ΔΗΜΟΝΟΜΙΚΑΙ ΕΠΙΠΤΩΣΕΙΣ	ΠΕΡΙΟΔΟΣ 12 ΜΗΝΩΝ	ΤΡΕΧΟΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΟ ΕΤΟΣ	ΕΠΟΜΕΝΟ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΟ ΕΤΟΣ (89)
5.0 ΔΑΠΑΝΑΙ ΠΟΥ ΕΑΡΧΥΝΟΥΝ - ΤΟΝ ΠΡΟΫΠΟΛΟΓΙΣΜΟ ΤΩΝ ΕΚ (ΕΠΙΣΤΡΟΦΑΙ / ΠΑΡΕΜΘΑΣΕΙΣ) - ΤΟΥΣ ΕΘΝΙΚΟΥΣ ΠΡΟΫΠΟΛΟΓΙΣΜΟΥΣ - ΑΛΛΟΥΣ ΤΩΜΕΙΣ	ΤΙΠΟΤΕ	ΤΙΠΟΤΕ	ΤΙΠΟΤΕ
5.1 ΕΙΣΟΔΑ - ΙΔΙΟΙΠΟΡΟΙ ΤΩΝ ΕΚ (ΕΙΣΦΟΡΑΙ / ΔΑΙΜΟΙ) - ΣΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΕΠΙΠΕΔΟ			

5.01 ΠΡΟΒΛΕΨΕΙΣ ΔΑΠΑΝΩΝ

5.11 ΠΡΟΒΛΕΨΕΙΣ ΕΙΣΟΔΩΝ

5.2 ΤΡΟΠΟΙ ΥΠΟΔΟΓΜΩΝ:

5.0 ΔΥΝΑΤΗ ΧΡΗΜΑΤΟΔΟΤΗΣΗ ΔΙΑ ΠΙΣΤΩΣΕΩΝ ΕΓΓΕΓΡΑΜΕΝΩΝ ΣΤΟ ΣΧΕΤΙΚΟ ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΤΟΥ ΥΠΟ ΕΚΤΕΛΕΣΗ ΠΡΟΫΠΟΛΟΓΙΣΜΟΥ
ΝΑΙ / ΟΧΙ

5.1 ΔΥΝΑΤΗ ΧΡΗΜΑΤΟΔΟΤΗΣΗ ΔΙΑ ΜΕΤΑΦΟΡΑΣ ΜΕΤΑΞΥ ΚΕΦΑΛΑΙΩΝ ΤΟΥ ΥΠΟ ΕΚΤΕΛΕΣΗ ΠΡΟΫΠΟΛΟΓΙΣΜΟΥ
ΝΑΙ / ΟΧΙ

5.2 ΑΝΑΓΚΗ ΣΥΜΠΛΗΡΩΜΑΤΙΚΟΥ ΠΡΟΫΠΟΛΟΓΙΣΜΟΥ
ΝΑΙ / ΟΧΙ

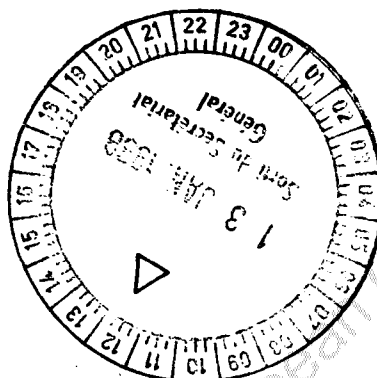
5.3 ΠΙΣΤΩΣΕΙΣ ΠΟΥ ΠΡΕΠΕΙ ΝΑ ΕΓΓΡΑΦΟΥΝ ΣΤΟΥΣ ΜΕΛΛΟΝΤΙΚΟΥΣ ΠΡΟΫΠΟΛΟΓΙΣΜΟΥΣ
ΝΑΙ / ΟΧΙ

ΠΑΡΑΤΗΡΗΣΕΙΣ: Το ποσοστό της εισφοράς δεν τροποποιεί τα ποσά που πληρώνονται από την Κοινότητα και για το σκοπό αυτό το μέτρο δεν έχει επίπτωση για τον προϋπολογισμό

COMISIÓN DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

COM(87) 710 final.

Bruselas, 23 de diciembre de 1987



Propuesta de
REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

por el que se fija, para la campaña de comercialización 1987/88, el porcentaje del importe de la ayuda a la producción que se retendrá con arreglo al apartado 1 del artículo 20 quinquies del del Reglamento nº 136/66/CEE

(presentada por la Comisión)

COM(87) 710 final.

Propuesta de
REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

por el que se fija, para la campaña de comercialización 1987/88,
el porcentaje del importe de la ayuda a la producción que se retendrá
con arreglo al apartado 1 del artículo 20 quinquies
del Reglamento nº 136/66/CEE

EL CONSEJO DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS,

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea,

Visto el Reglamento nº 136/66/CEE del Consejo, de 22 de septiembre de 1966, por el que se establece la organización común de mercados en el sector de las materias grasas (1), cuya última modificación la constituye el Reglamento (CEE) nº 1915/87 (2), y, en particular, el apartado 1 de su artículo 20 quinquies,

Vista la propuesta de la Comisión (3),

Visto el dictamen del Parlamento Europeo (4),

Considerando que, con arreglo a lo dispuesto en el apartado 1 del artículo 20 quinquies del Reglamento (CEE) nº 136/66/CEE, es preciso fijar el porcentaje de la ayuda a la producción que podrá retenerse para las organizaciones de productores de aceite de oliva reconocidas, o sus uniones, con objeto de que el importe resultante de dicha retención contribuya a la financiación de los gastos ocasionados por las actividades que resultan de la aplicación del apartado 3 del artículo 5 y del artículo 20 quater de dicho Reglamento;

Considerando que el apartado 2 del artículo 3 del Reglamento (CEE) nº 1916/87 del Consejo, de 2 de julio de 1987, por el que se fijan el precio indicativo de producción, la ayuda a la producción y el precio de intervención del aceite de oliva para la

(1) DO nº L 172 de 30.09.1966, p. 3025/66

(2) DO nº L 183 de 03.07.1987, p. 7

(3) DO nº L de , p.

(4) DO nº L de , p.

(5) DO nº L 183 de 03.07.1987, p. 12

campaña de comercialización 1987/88, así como la cantidad máxima contemplada en el apartado 1 del artículo 5 del Reglamento nº 136/66/CEE (5), había aplazado la fijación de dicho porcentaje a la espera de un nuevo examen de las tareas que deben confiarse a las organizaciones de productores del aceite de oliva reconocidas o a sus uniones;

Considerando que el Reglamento (CEE) nº 1787 del Consejo (6) prevé, en particular, que se reduzcan las tareas de control que se confían a dichas organizaciones o uniones; que conviene, por lo tanto, habida cuenta de los gastos previsibles durante la campaña 1987/88, fijar dicho porcentaje al nivel que se indica más adelante,

HA ADOPTADO EL PRESENTE REGLAMENTO:

Artículo 1

Para la campaña de comercialización 1987/88, el porcentaje del importe de la ayuda a la producción que podrá ser retenido en virtud de lo dispuesto en el apartado 1 del artículo 20 quinquies del Reglamento nº 136/66/CEE para las organizaciones de productores de aceite de oliva y sus uniones, reconocidas en aplicación de dicho Reglamento, se fija en 1,5%.

Artículo 2

El presente Reglamento entrará en vigor el día de su publicación en el Diario Oficial de las Comunidades Europeas.

Será aplicable a partir del 1 de noviembre de 1987.

El presente Reglamento será obligatorio en todos sus elementos y directamente aplicable en cada Estado miembro.

Hecho en

Por el Consejo,

FICHE FINANCIERE

DATE : 25.11.87

1. LIGNE BUDGETAIRE : 1201 Aide à la production d'huile d'olive CREDITS : APB 88 : 740 Mio ECU

2. INTITULE DE LA MESURE : Règlement du Conseil fixant pour la campagne de commercialisation 1987/88, le pourcentage du montant de l'aide à la production à retenir conformément à l'article 2e quinquies, paragraphe 1 du règlement n° 136/66/CEE

3. BASE JURIDIQUE : Article 20 quinquies, paragraphe 1 du règlement 136/66/CEE

4. OBJECTIFS DE LA MESURE : Fixer le pourcentage de l'aide à la production pouvant être retenu pour les organisations de producteurs d'huile d'olive reconnues ou leurs unions en fonction des tâches qui leur sont confiées.

5. INCIDENCES FINANCIERES	PERIODE DE 12 MOIS	EXERCICE EN COURS (88)	EXERCICE SUIVANT (89)
5.0 DEPENSES A LA CHARGE - DU BUDGET DES CE (RESTITUTIONS/INTERVENTIONS) - DES BUDGETS NATIONAUX - D'AUTRES SECTEURS	néant	néant	néant
5.1 RECETTES - RESSOURCES PROPRES DES CE (PRELEVEMENTS/DROITS DE DOUANE) - SUR LE PLAN NATIONAL			
5.0.1 PREVISIONS DES DEPENSES			
5.1.1 PREVISIONS DES RECETTES			

5.2 MODE DE CALCUL :

6.0 FINANCEMENT POSSIBLE PAR CREDITS INSCRITS AU CHAPITRE CONCERNE DU BUDGET EN COURS D'EXECUTION OUI/NON

6.1 FINANCEMENT POSSIBLE PAR VIREMENT ENTRE CHAPITRES DU BUDGET EN COURS D'EXECUTION OUI/NON

6.2 NECESSITE D'UN BUDGET SUPPLEMENTAIRE OUI/NON

6.3 CREDITS A INSCRIRE DANS LES BUDGETS FUTURS OUI/NON

OBSERVATIONS :

Le pourcentage de la retenue ne modifie pas les montants payés par la Communauté et, de ce fait, la mesure n'a pas d'incidence budgétaire.

COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

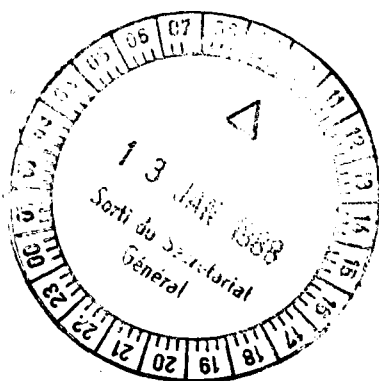
COM(87) 710 final

Bruxelas, 23 de Dezembro de 1987

Proposta de
REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO

que fixa, para a campanha de comercialização de 1987/88,
a percentagem do montante da ajuda à produção a tomar em conta
em conformidade com o nº 1 do artigo 20º-D do Regulamento
nº 136/66/CEE

(Apresentada pela Comissão)



COM(87) 710 final

Proposta de
REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO

que fixa, para a campanha de comercialização de 1987/88, a percentagem
do montante da ajuda à produção a tomar em conta em conformidade
com o n.º 1 do artigo 20.º-D do Regulamento n.º 136/66/CEE

O CONSELHO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS,

Tendo em conta o Tratado que institui a Comunidade Económica Europeia,

Tendo em conta o Regulamento n.º 136/66/CEE do Conselho, de 22 de Setembro de 1966, que estabelece uma organização comum de mercado no sector das matérias gordas⁽¹⁾, com a última redacção que lhe foi dada pelo Regulamento (CEE) n.º 1915/87⁽²⁾, e, nomeadamente, o n.º 1 do seu artigo 20.º-D,

Tendo em conta a proposta da Comissão⁽³⁾,

Tendo em conta o parecer do Parlamento Europeu⁽⁴⁾,

Considerando que, em conformidade com o n.º 1 do artigo 20.º-D do Regulamento n.º 136/66/CEE, é necessário fixar a percentagem da ajuda à produção que pode ser tomada em conta pelas organizações de produtores de azeite reconhecidas ou suas uniões, a fim de que o montante resultante dos encargos contribua para o financiamento dos custos ocasionados pelas actividades decorrentes do n.º 3 do artigo 5.º e do artigo 20.º-C do referido regulamento;

Considerando que o n.º 2 do artigo 3.º do Regulamento (CEE) n.º 1916/87 do Conselho, de 2 de Julho de 1987 que fixa o preço indicativo à produção, a ajuda à produção e o preço de intervenção do azeite, para a campanha de comercialização de 1987/1988, bem como a quantidade máxima referida no n.º 1 do artigo 5.º do Regulamento n.º 136/66/CEE⁽⁵⁾, diferiu a fixação da citada percentagem enquanto se aguarda o reexame das tarefas que devem ser confiadas às organizações de produtores de azeite reconhecidas ou às suas uniões;

(1) JO n.º 172 de 30. 9.1966, p. 3025/66.

(2) JO n.º L 183 de 3. 7.1987, p. 7.

(3) JO n.º

(4) JO n.º

(5) JO n.º L 183 de 3. 7.1987, p. 12.

Considerando que o Regulamento (CEE) n.º 1787 do Conselho (6), prevê, nomeadamente, aliviar as tarefas de controlo que lhes são confiadas; que é, pois, conveniente tendo em conta os custos previsíveis durante a campanha de comercialização de 1987/88, fixar a referida percentagem ao nível seguldamemente apresentado,

ADOPTOU O PRESENTE REGULAMENTO :

Artigo 1.º

Para a campanha de comercialização de 1987/88, a percentagem do montante da ajuda à produção que pode ser tomada em conta, nos termos do nº 1 do artigo 20º-D do Regulamento n.º 136/66/CEE, pelas organizações de produtores de azeite e suas uniões, reconhecidas em aplicação do referido regulamento , é fixada em 1,5%.

Artigo 2.º

O presente regulamento entra em vigor na data da sua publicação no Jornal Oficial das Comunidades Europeias.

O presente regulamento produz efeitos a partir de 1 de Novembro de 1987.

O presente regulamento é obrigatório em todos os seus elementos e directamente aplicável em todos os Estados-membros.

Feito em

Pelo Conselho,

(6) JO n.º L

FICHE FINANCIERE

DATE : 25.11.87

1. LIGNE BUDGETAIRE : 1201 Aide à la production d'huile d'olive

CREDITS : APB 88 : 740 Mio ECU

2. INTITULE DE LA MESURE : Règlement du Conseil fixant pour la campagne de commercialisation 1987/88, le pourcentage du montant de l'aide à la production à retenir conformément à l'article 2e quinquies, paragraphe 1 du règlement n° 136/66/CEE

3. BASE JURIDIQUE : Article 20 quinquies, paragraphe 1 du règlement 136/66/CEE

4. OBJECTIFS DE LA MESURE : Fixer le pourcentage de l'aide à la production pouvant être retenu pour les organisations de producteurs d'huile d'olive reconnues ou leurs unions en fonction des tâches qui leur sont confiées.

5. INCIDENCES FINANCIERES	PERIODE DE 12 MOIS	EXERCICE EN COURS (88)	EXERCICE SUIVANT (89)
5.0 DEPENSES A LA CHARGE - DU BUDGET DES CE (RESTITUTIONS/INTERVENTIONS) - DES BUDGETS NATIONAUX - D'AUTRES SECTEURS	néant	néant	néant
5.1 RECETTES - RESSOURCES PROPRES DES CE (PRELEVEMENTS/DROITS DE DOUANE) - SUR LE PLAN NATIONAL			
5.0.1 PREVISIONS DES DEPENSES			
5.1.1 PREVISIONS DES RECETTES			

5.2 MODE DE CALCUL :

6.0 FINANCEMENT POSSIBLE PAR CREDITS INSCRITS AU CHAPITRE CONCERNE DU BUDGET EN COURS D'EXECUTION OUI/NON

6.1 FINANCEMENT POSSIBLE PAR VIREMENT ENTRE CHAPITRES DU BUDGET EN COURS D'EXECUTION OUI/NON

6.2 NECESSITE D'UN BUDGET SUPPLEMENTAIRE OUI/NON

6.3 CREDITS A INSCRIRE DANS LES BUDGETS FUTURS OUI/NON

OBSERVATIONS :

Le pourcentage de la retenue ne modifie pas les montants payés par la Communauté et, de ce fait, la mesure n'a pas d'incidence budgétaire.